

Lettre d'information

Nous avons le plaisir de vous communiquer dans cette lettre d'information les métadonnées des arrêts prononcés récemment par la Cour constitutionnelle. Ces métadonnées contiennent le numéro et la date de l'arrêt, le(s) numéro(s) de rôle de l'affaire, la nature de la procédure, la (les) norme(s) contrôlée(s), le(s) dispositif(s) et les mots-clés de l'arrêt. De plus, en cliquant sur le lien, vous pouvez accéder directement à l'arrêt demandé.

Numéro d'arrêt : 33/2022

Date d'arrêt : 10/03/2022

Numéro(s) de rôle : 7330

Procédure : Recours en annulation

Norme(s) contrôlée(s) : Loi du 22 mai 2019 « modifiant diverses dispositions en ce qui concerne la gestion de l'information policière »

Mots-clés : Droit public - Police - Gestion de l'information policière - Traitement des données à caractère personnel - 1. Données sensibles - a. finalités du traitement des données de santé et des données génétiques - b. délai de conservation des données - c. garanties - d. droit d'accès aux données et voies de recours - 2. Interconnexion des banques de données - 3. Traitement des données relatives aux personnes faisant l'objet d'une mesure administrative - 4. Conservation et archivage des données - 5. Avertissement de l'Organe de contrôle en cas de création ou de modifications relatives à une banque de données particulière - 6. Accès direct des services de renseignement et de sécurité à la banque de données nationale générale - 7. Avis de l'Organe de contrôle en cas de communication de données à des autorités publiques

Dispositif(s) : Rejet du recours (sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.14.5 et compte tenu de ce qui est dit en B.46.3)

Document PDF : <https://www.const-court.be/public/f/2022/2022-033f.pdf>

Communiqué de presse : <https://www.const-court.be/public/f/2022/2022-033f-info.pdf>

Numéro d'arrêt : 34/2022

Date d'arrêt : 10/03/2022

Numéro(s) de rôle : 7425

Procédure : Question préjudicielle

Norme(s) contrôlée(s) : - Code d'instruction criminelle (art. 594) - Loi du 8 avril 1965 « relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait » (art. 63, tel qu'il est applicable en Communauté française)

Mots-clés : Protection de la jeunesse - Communauté française - Mineurs poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction - Casier judiciaire - Mentions - Accès par certaines administrations publiques

Dispositif(s) : La question préjudicielle n'appelle pas de réponse

Document PDF : <https://www.const-court.be/public/f/2022/2022-034f.pdf>

Numéro d'arrêt : 35/2022

Date d'arrêt : 10/03/2022

Numéro(s) de rôle : 7530

Procédure : Questions préjudicielles

Norme(s) contrôlée(s) : Code flamand de l'Aménagement du Territoire (art. 2.6.10)

Mots-clés : Aménagement du territoire - Région flamande - Planification - Taxe sur les bénéfices résultant de la planification spatiale - Calcul du montant de la taxe - Critère de la superficie cadastrale

Dispositif(s) : Non-violation

Document PDF : <https://www.const-court.be/public/f/2022/2022-035f.pdf>

Numéro d'arrêt : 36/2022

Date d'arrêt : 10/03/2022

Numéro(s) de rôle : 7622

Procédure : Question préjudicielle

Norme(s) contrôlée(s) : Loi du 16 mars 1968 « relative à la police de la circulation routière » (art. 58bis)

Mots-clés : Droit pénal - Police de la circulation routière - Immobilisation du véhicule comme mesure de sûreté - Demande du propriétaire du véhicule de mettre fin à l'immobilisation - Refus du ministère public - Absence d'un droit de recours

Dispositif(s) : Violation (art. 58bis de la loi du 16 mars 1968, en ce qu'il ne prévoit pas, pour le propriétaire du véhicule, une voie de recours effective)

Document PDF : <https://www.const-court.be/public/f/2022/2022-036f.pdf>

Numéro d'arrêt : 37/2022**Date d'arrêt :** 10/03/2022**Numéro(s) de rôle :** 7695**Procédure :** Demande de suspension**Norme(s) contrôlée(s) :** Décret flamand du 9 juillet 2021 « portant modification de divers décrets relatifs au logement » (art. 104, 205 et 215)**Mots-clés :** Logement social - Région flamande - Acteurs du logement - Sociétés de logement social - Conditions d'agrément - Dissolution**Dispositif(s) :** Rejet de la demande de suspension**Document PDF :** <https://www.const-court.be/public/f/2022/2022-037f.pdf>**Numéro d'arrêt : 38/2022****Date d'arrêt :** 10/03/2022**Numéro(s) de rôle :** 7697**Procédure :** Demande de suspension**Norme(s) contrôlée(s) :** Décret flamand du 9 juillet 2021 « portant modification de divers décrets relatifs au logement » (art. 104, 205 et 215)**Mots-clés :** Logement social - Région flamande - Acteurs du logement - Sociétés de logement social - Conditions d'agrément - Dissolution**Dispositif(s) :** Rejet de la demande de suspension**Document PDF :** <https://www.const-court.be/public/f/2022/2022-037f.pdf>**Numéro d'arrêt : 39/2022****Date d'arrêt :** 10/03/2022**Numéro(s) de rôle :** 7700**Procédure :** Recours en annulation**Norme(s) contrôlée(s) :** Arrêté royal du 3 juillet 1996 « portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 » et lois sous-jacentes**Mots-clés :** Procédure préliminaire - Recours en annulation - Incompétence manifeste de la Cour / Irrecevabilité manifeste**Dispositif(s) :** Rejet du recours**Document PDF :** <https://www.const-court.be/public/f/2022/2022-039f.pdf>